

POLITIQUE

Solidarité avec la population kanak et la jeunesse révoltée de Nouvelle-Calédonie !

page 12

INTERNATIONAL

Contre tous les gouvernants, la solidarité avec la population palestinienne

page 4

DOSSIER

Face à l'extrême droite et aux politiques patronales qui lui pavent la voie

page 6

PREMIÈRES LIGNES

Construire le rapport de force jusqu'à l'interdiction des licenciements

page 10

RÉVOLUTIONNAIRES

14 • 15 MAI 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Travailleurs et travailleuses de tous les pays : solidarité Palestine !

Après avoir détruit le nord de Gaza, l'armée d'Israël s'apprête à lancer une offensive au sud, à Rafah, où se sont réfugiés les Palestiniens. Au moins 35 000 sont morts. Le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu poursuit 76 ans de colonisation et d'apartheid avec le soutien des grandes puissances, dont la France. Pas en notre nom !

UN GÉNOCIDE SPONSORISÉ PAR LA FRANCE ET LES USA

En façade, les appels de l'ONU à un cessez-le-feu. En coulisses, un pont aérien depuis les États-Unis pour alimenter l'armée israélienne. Le soutien de Biden à Netanyahu est total. Ses postures récentes, comme la menace de rétention d'un colis d'aide militaire parmi des centaines, ne font que souligner combien les massacres de l'État d'Israël seraient impossibles sans la logistique américaine.

Les États-Unis maintiennent la domination de leurs groupes capitalistes sur le Moyen-Orient en s'appuyant sur des États qui jouent le rôle de gendarmes : Israël, mais aussi la monarchie d'Arabie saoudite ou l'Égypte du maréchal al-Sissi qui participe au blocus de Gaza et réprime les manifestations populaires de solidarité avec la Palestine.

La France de Macron apporte son soutien militaire. Des groupes capitalistes comme Carrefour ou Thalès profitent de la colonisation et de l'apartheid. Le gouvernement s'emploie à discréditer toute expression de solidarité avec la Palestine, en la salissant

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

VOTEZ POUR NOTRE LISTE :

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS

Pour suivre ou rejoindre notre campagne : linktr.ee/sans_frontieres_ni_patrons

SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS

URGENCE RÉVOLUTION !

GAËL QUIRANTE
POSTIER



Éditorial :
Travailleuses et travailleuses de tous les pays : solidarité Palestine !

Européennes :
Préparer une improbable union de la gauche de gouvernement ou donner de la force à un pôle des révolutionnaires ?

Après le défilé de quelques centaines de nazillons dans Paris

La guerre au logement social bientôt déclarée ?

Solidarité avec la population kanak

Contre tous les gouvernants, la solidarité avec la population palestinienne

Iran : l'État assassin

Amélioration du pouvoir d'achat aux États-Unis ?

Plus de deux ans de guerre en Ukraine...

Géorgie : Manifestations démocratiques sur fond de tensions inter-impérialistes

Xi Jinping et Macron : je t'aime, moi non plus

FACE À L'EXTRÊME DROITE ET AUX POLITIQUES PATRONALES QUI LUI PAVENT LA VOIE

De la démagogie « antisystème » à la défense servile des riches une fois au pouvoir

Le Pen prête à gouverner... au service des grands bourgeois !

Rassemblement national et abstention

Le rejet par les classes populaires des partis institutionnels, carburant de l'extrême droite

L'extrême droite et le grand patronat : une « love story » européenne

Contre l'extrême droite, commencer par rassembler les travailleurs sur le terrain des luttes sociales

Construire le rapport de force jusqu'à l'interdiction des licenciements

ExxonMobil : quand la suppression de 677 emplois menace toute la région

Centre postal du 20^e à Paris

Fermeture de MA France Aulnay, la lutte continue !

150 aides-soignantes veulent 3 000 euros de plus par an !

Grève des 21 et 22 mai à la RATP !

Une voix ouvrière pour dire l'urgence de se battre et de renverser cette société

Une manif peut en cacher une autre

Le NPA en campagne : agenda (réunions publiques, meetings...)

SÉLECTION

Génocide à Gaza : pas de paix sans justice pour le peuple palestinien

Face aux calomnies et à la répression, faisons bloc !

>>> SUITE DE L'ÉDITORIAL

de l'accusation d'antisémitisme ou d'apologie du terrorisme. Calomnies ! Ce qui est antisémite, c'est d'assimiler les Juifs à la politique coloniale de l'État d'Israël qui terrorise tout un peuple, sous couvert de guerre à l'organisation réactionnaire qu'est le Hamas.

SOLIDARITÉ PALESTINE !

C'est pour dénoncer cette chape de plomb que les étudiants de dizaines d'universités en France occupent les campus. Ils subissent les assauts des flics et font face à une campagne de calomnies orchestrée par Attal et son clone d'extrême droite Bardella. Une preuve de plus, après les attaques contre les chômeurs et les migrants, que ce gouvernement et le RN défendent la même politique de division raciste au service du patronat.

Les étudiants ont raison ! Disons-le haut et fort sur nos lieux de travail. **Rejoignons-les en manifestant samedi 18 mai à l'appel de nombreuses organisations politiques et syndicales : État d'Israël assassin, Macron complice !** Pour arrêter le massacre à Gaza il faudra que les peuples s'en mêlent, non seulement en exigeant le cessez-le-feu immédiat, mais aussi la fin de l'apartheid et de la colonisation. Notre mobilisation ici peut stopper les envois d'armes à l'État d'Israël.

BRISER L'OMERTA POUR PRÉPARER LA RIPOSTE

La lutte pour la paix et la justice en Palestine fait partie de la défense des intérêts des travailleurs. Le gouvernement ne s'y trompe pas : il convoque des dirigeants de gauche, poursuit en justice des militants, notamment du NPA-Révolutionnaires, et condamne des syndicalistes, comme Jean-Paul Descaut de la CGT, qui a écopé d'un an avec sursis.

Macron réprime toute opposition qui vient du camp des travailleurs. Il voudrait faire taire tous ceux qui dénoncent, non seulement sa complicité avec Netanyahu, mais toute sa politique de casse sociale et de division raciste, si proche de celle de l'extrême droite. Il prépare le terrain pour une nouvelle offensive patronale avec un projet de « loi travail » et une vague de licenciements en cours.

Ce n'est pas une fatalité : nos luttes peuvent inverser le rapport de force. Pour permettre d'exprimer la rage des classes populaires, mais aussi l'espoir d'en finir avec cette société devenue irrespirable, le NPA-Révolutionnaires se présente aux Européennes. **Voter pour notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! », c'est dire l'urgence d'une contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse, et affirmer la nécessité de renverser le système capitaliste qui mène l'humanité à sa perte.**

• 23/04/2024

EUROPÉENNES :

Préparer une improbable union de la gauche de gouvernement ou donner de la force à un pôle des révolutionnaires ?

Macron tente par tous les moyens d'installer un duel entre le RN et son gouvernement. Le débat programmé entre les clones Attal et Bardella n'ayant pas l'effet escompté, il insiste pour avoir lui-même un tête-à-tête en direct avec Le Pen. Un tel acharnement à ériger l'extrême droite en seule opposition respectable transforme le duel en duo : le président des riches manie le racisme pour semer la division et la présidente du parti des racistes n'a de cesse de démontrer à quel point elle est assez respectable pour gouverner au service du patronat. Que faire le 9 juin face à ce bloc réactionnaire ?

NE PAS S'ENFERMER DANS UNE URNE

La gauche part en ordre dispersé avec quatre listes dont l'objectif n'est pas de concurrencer le bloc Macron-Le Pen, à qui la victoire électorale est laissée, mais de départager qui sera la force principale d'une future union gouvernementale. Les Verts, le PS dont la FI est issue, et le PCF ont l'habitude de gouverner ensemble, de Mitterrand à Jospin et jusqu'à Hollande - souvenirs amers dans la classe ouvrière !

Ce jeu politicien d'utiliser les Européennes comme premières pour 2027, non seulement entraîne le candidat du PCF, Desfontaines, à relayer les calomnies du bloc réactionnaire contre la FI, mais surtout donne l'avantage à Glucksmann, candidat du PS. Logique implacable du vote « utile » : au nom du « moins pire », voter pour un va-t-en-guerre atlantiste ancien sarkozyste ? Mais dans quel monde peut-on se permettre d'attendre 2027 ?

VOTER POUR UN PROGRAMME DE LUTTES ET DES PERSPECTIVES POUR RENVERSER LE CAPITALISME

Nous militons, au quotidien et dans bien des luttes, aux côtés de membres de LFI, ou du PCF, ainsi qu'avec des collègues, des syndicalistes, des jeunes qui votent pour ces partis. Nous avons avec ces militants et militantes des relations de respect et de camaraderie. Et nous défendons avec énergie les membres de LFI qui, comme Mathilde Panot ou Rima Hassan, sont victimes de tentatives d'intimidation et de répression policière.

Ce sont justement ce respect et cette camaraderie qui nous obligent à dire ce que nous pensons : nous ne croyons pas qu'un gouvernement dirigé par LFI ou le PCF serait en me-

sure de mener une politique en rupture avec la société capitaliste, ni même d'ailleurs qu'il pourrait satisfaire les revendications du monde du travail et de la jeunesse : les patrons et les actionnaires, qui font la loi dans les entreprises et ont la main sur les richesses, ne sont pas élus. Seule une remise en cause de leur propriété permettrait d'en finir avec leur pouvoir de licencier, de faire stagner les salaires, d'augmenter les prix, de priver de moyens la Sécurité sociale et les services publics, de semer la guerre et d'organiser le pillage dans le monde... Une telle remise en cause ne se décrète pas « par en haut », elle ne peut venir que des luttes de la classe ouvrière. Seules ces luttes peuvent permettre à cette dernière de prendre confiance dans sa capacité à diriger la société.

LFI et le PCF ne portent absolument pas cette perspective. Leurs projets entretiennent l'illusion qu'il est possible de réaliser un compromis entre les exploités et les exploités, en défendant « notre industrie », « notre économie » ou « notre armée »... L'industrie et l'économie sont dirigées par et pour la bourgeoisie. Quant à l'armée, que ce soit en Afrique, au Proche-Orient ou n'importe où, elle impose la présence des multinationales françaises : ce n'est en aucun cas « notre armée » !

À l'union de la gauche de gouvernement, nous opposons la nécessité d'un pôle des révolutionnaires qui dénonce ouvertement la propriété privée des moyens de production, le nationalisme et l'impérialisme. Au soir du 9 juin, nous additionnerons les voix des listes de LO et du PT (ex-POID), à qui nous continuons de proposer un front. Votez et faites voter pour le NPA-Révolutionnaires !

PAR JEAN-BAPTISTE PELÉ • 14/05/2024

VOTEZ POUR LA LISTE PRÉSENTÉE PAR LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES !

En décembre 2022, une partie du NPA, regroupée autour de Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a quitté le cinquième congrès du parti. Suite à un accord signé à la fin du mois d'avril, le NPA et leur organisation se distinguent désormais par le nom de leurs journaux respectifs : le NPA-Révolutionnaires et le NPA-L'Anticapitaliste. Pendant des mois, ce dernier a tenté sans succès d'obtenir des places sur la liste de la France insoumise aux élections européennes, ce qui ne l'empêche pas d'appeler à voter pour Manon Aubry. La situation impose pourtant de ne pas faire disparaître le courant révolutionnaire derrière les solutions institutionnelles.

Après le défilé de quelques centaines de nazillons dans Paris

Samedi 11 mai, quelque 600 nazillons ont défilé dans Paris, l'interdiction de la préfecture ayant été cassée par le tribunal administratif.

Les vidéos montrent des visages cagoules, des croix celtiques, des slogans identitaires, les journalistes tenus à distance, mais aussi des réactions saluaires de consommateurs attablés aux terrasses de bistrot criant « *Dehors les fachos !* », tandis que des passants les interpelaient sur leur racisme, comme cette femme noire qui a accompagné leur cortège sur plusieurs dizaines de mètres, en les prenant à partie, leur intimant d'assumer leur « putain de racisme » en montrant leur visage...

Marine Le Pen avait interdit à ses militants de participer à ce défilé : pas question en ce moment pour le RN de brouiller l'image « respectable » d'un parti de gouvernement !

« *La peste brune défile fièrement dans nos rues. Mon inquiétude est grande* », a déclaré la députée des Verts Cyrielle Chatelain, tandis que la présidente socialiste d'Occitanie, Carole Delga, se lamentait que la capitale soit « *défigurée par le fascisme fièrement affiché* ». Même son de cloche chez Fabien Roussel pour le PCF, ou Thomas Portes pour LFI. Bien sûr, voir ces fachos se pavaner dans les rues fait mal aux tripes, mais le problème n'est pas tant de réclamer que l'État interdise leurs manif que de se tenir prêts, en tant que travailleurs et travailleuses, contre leurs éventuelles agressions, et sans compter sur la police de Macron pour nous protéger !

Il n'y a pas réellement de partis fascistes en France ou en Europe, mais il y a une extrême droite de gouvernement, en place dans plusieurs pays, aux portes du pouvoir ailleurs. Macron ne fait qu'approfondir le sillon que la gauche de gouvernement qui pousse aujourd'hui des cris d'orfraie avait commencé à creuser par sa politique anti-ouvrière.

Oui, il faut lutter contre l'extrême droite. Mais avec un programme qui affirme l'urgence d'en finir avec le système capitaliste et des mobilisations de la classe ouvrière et de la jeunesse qui mettront cette nécessité au premier plan. Le reste, c'est pleurnicheries et inefficacité face à ce danger à multiples visages qu'est l'extrême droite, mais qui sera toujours du côté des riches et des puissants.

PAR J.-J. F. • 14/05/2024

PLAN ÉCOPHYTO 2030 Pour ne plus parler des pesticides, le plus simple est de casser le thermomètre !



VOIR NOTRE ARTICLE SUR NOTRE SITE >>

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 14 • 15 MAI 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

LA GUERRE AU LOGEMENT SOCIAL BIENTÔT DÉCLARÉE ?

UN MINISTRE DU LOGEMENT ANTI-SOCIAL

Guillaume Kasbarian s'est fait connaître l'an dernier par la loi baptisée « anti-squatteurs ». Ce « consultant en stratégie », député macroniste depuis 2017, avait donné dans cette loi la mesure de ses « talents » : s'en prendre aux travailleurs pauvres, en pénalisant les impayés de loyers et en accroissant au détriment de tous les locataires les pouvoirs déjà étendus des propriétaires. Pour prix de ses services, le député est devenu ministre du Logement. Ce qui a déclenché la colère des associations de lutte contre le mal-logement et la pauvreté.

AGITER DES CHIFFONS ROUGES...

Comment s'en prendre aux pauvres, alors que les riches s'enrichissent toujours davantage ? En détournant l'attention du public. Par exemple en prétendant - au doigt mouillé - que 8 % des locataires HLM déjà installés ne verraient pas leur maintien assuré, car leurs revenus dépassent le plafond pour bénéficier d'un logement social. 8 % seulement ? Donc le vrai problème ne serait-il pas que 92 % des locataires HLM ont un besoin urgent de voir augmenter leurs salaires ? Vous n'y pensez pas ! Pourtant, à supposer que ces locataires prétendent trop riches pour résider en HLM

NOUVELLE-CALÉDONIE Solidarité avec la population kanak et la jeunesse révoltée de Nouvelle-Calédonie !

Alors que le gouvernement veut, en modifiant la Constitution, autoriser l'élargissement du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, les organisations indépendantistes avaient appelé à manifester contre ce projet qui rendrait les Kanak, qui constituent la population indigène de l'archipel, encore plus minoritaires¹. Les manifestations ont été massives : par exemple, ils étaient 3 000 à Lifou, la plus importante des îles Loyauté, sur une population de 10 000 habitants !

Mais ce qui a surpris tout le monde, organisations indépendantistes comprises, c'est que, en parallèle des manifestations sur les routes et les ronds-points, ces appels ont débouché sur de véritables soulèvements des jeunes, et même des très jeunes, dans les quartiers et les banlieues pauvres de Nouméa, la capitale de l'archipel. L'aggravation par le projet de loi du fait colonial, en faisant que les Kanak deviennent toujours plus minoritaires dans leur pays, est évidemment non seulement derrière la mobilisation visible à l'appel de la CCAT² mais en arrière-fond de la révolte de la jeunesse des banlieues. Christian Tein, un des responsables de la CCAT, déclarait le 14 mai sur une radio locale : « *Les difficultés à ce que le pain puisse arriver sur la table... Tous les jours, se pose cette question. Il y en a d'autres qui ne se la posent jamais. Quand un peuple est adossé à un mur comme ça, il ne peut que réagir.* » Le CCAT appelle à maintenir la mobilisation sur les grands axes, tout en appelant les jeunes au calme.

Tout se mêle forcément dans un contexte où le fait co-

décampent tous, ils ne libéreraient qu'à peine 430 000 logements. Même pas le quart des besoins à pourvoir !

... POUR MIEUX AVANCER SES PIONS...

Autant dire que le ministre se moque du sort des millions de familles vivant dans des taudis, des chambres d'hôtel borgne, des passoires thermiques ou des cagibis.

Sa loi a d'abord pour but de faire sauter les quelques obligations faites aux maires et présidents de communautés d'agglomération en matière de logement social. Ils devaient inclure 20 à 25 % de HLM dans leurs constructions. Ils pourront comptabiliser dans ce quota des logements jusque-là dits « intermédiaires », car déjà inaccessibles aux salariés pauvres ou précaires. Finies les amendes que des centaines de collectivités payaient pour avoir refusé d'accueillir des pauvres. En outre, les maires auraient davantage leur mot à dire sur l'attribution des HLM. Les associations dénoncent un très probable développement du clientélisme.

... ET FAIRE OUBLIER LES VRAIS PROBLÈMES

Les associations de lutte contre le mal-logement ont d'autres chiffres en tête. Les bailleurs privés touchent 22 milliards d'euros de ristourne fiscale par an. La construction de logements neufs est en chute libre. Et des centaines de logements restent vides durablement, alors qu'une loi - jamais appliquée - autorise leur réquisition.

En creux, tout cela dessine une autre politique, prenant l'argent où il est réellement : dans les poches des capitalistes. Mais pour ça, il faudra que les travailleurs arrachent les rênes du pouvoir des mains des rois du BTP et de l'immobilier, et des politiciens à la Kasbarian qui les servent.

PAR MATHIEU PARANT • 14/05/2024

lonial est en train de s'aggraver et où les classes populaires connaissent encore plus de difficultés qu'ici. La situation sociale de la Nouvelle-Calédonie a changé depuis les accords de Nouméa de 1998. Une partie des Kanak se sont déplacés des villages vers Nouméa, où ils constituent l'essentiel de la population des quartiers et des banlieues pauvres, mais où ils côtoient une main-d'œuvre immigrée venue d'autres îles du Pacifique ou d'autres pays - Wallisiens, Tahitiens, Ni-Vanuatu, Vietnamiens. Le fait même que la révolte ait soulevé les jeunes, toutes origines confondues, montre que les causes vont bien au-delà des seules revendications, aussi légitimes soient-elles, des organisations indépendantistes.

Même si les situations ne sont pas exactement les mêmes, difficile de ne pas faire le rapprochement avec les émeutes de la jeunesse des banlieues ici, en métropole, l'an dernier : misère matérielle et morale, dignité bafouée. Des raisons considérablement amplifiées en Nouvelle-Calédonie par le racisme et la brutalité du pouvoir, constitutifs du colonialisme.

Pour l'instant, la seule réponse du gouvernement est l'envoi de contingents supplémentaires du Raid et du GIGN ! Et il semble bien que des milices d'extrême droite s'organisent au centre de Nouméa pour aider à la répression. Il y a déjà eu deux morts par balle dans la nuit du 14 mai et le représentant de l'État, Louis Le Franc, a fait état d'échanges de tirs entre manifestants et milices. Ce même représentant a menacé de poursuivre le CCAT qu'il considère comme « responsable de tout ce qui se passe en ce moment ».

En tout cas, face à l'aggravation du fait colonial en Nouvelle-Calédonie et à la répression qui s'abat déjà sur la jeunesse et menace tous les manifestants, nous ne pouvons qu'être solidaires de la jeunesse kanak et des organisations qui mènent le combat contre le fait colonial.

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 15/05/2024

1. C'est en 2007 que Chirac avait décidé le gel du corps électoral en Nouvelle-Calédonie. Le projet actuel du gouvernement consiste à l'étendre à tous les Français qui vivent en Nouvelle-Calédonie depuis plus de dix ans.

2. Cellule de coordination des actions de terrain, qui réunit des représentants de la plupart des partis et syndicats indépendantistes.

Contre tous les gouvernants, la solidarité avec la population palestinienne

Mercredi 8 mai, Biden parlait de suspendre des livraisons d'armes prévues à Israël : « *Ils n'auront pas notre soutien s'ils vont dans les centres de population.* » Vendredi 10, l'armée israélienne sommait la population de quitter la ville de Rafah, où 1,4 million de Gazaouis sont entassés, pour lancer son offensive. Le Département d'État américain déclarait que rien ne prouvait qu'Israël ait violé le droit international à Gaza : pas de raison de suspendre les livraisons. Et les bombardements massifs commençaient sur Rafah, pendant qu'au nord de la bande, les chars pénétraient à Jabaliya, un camp de réfugiés datant de l'exode forcé de 1948, où vivent plus de 100 000 personnes. Ni les gros yeux que lui fait de temps à autre Biden, ni les conseils de modération ou appels à négocier ponctuels d'un Macron ne freinent Netanyahu.

Les allées venues de Blinken entre Washington, Tel Aviv et les capitales du monde arabe, les incitations à négocier une trêve n'ont qu'une raison d'être : la crainte des grandes puissances que le massacre en cours ainsi que la volonté de Netanyahu - dans la lignée de toutes les guerres précédentes menées par Israël (1948, 1967, 1973, 1982) - de chasser tous les Palestiniens et créer le grand Israël de la mer au Jourdain

ne déstabilise l'ensemble de la région. À commencer par les dictatures amies du maréchal Sissi en Égypte et du roi Abdallah de Jordanie. Tous craignent la colère des peuples de la région, une colère qui est pour nous l'espoir et la meilleure aide que pourrait trouver le peuple palestinien. Car, si les réactions dans les pays voisins sont restées à ce jour limitées, le sentiment de solidarité avec le peuple palestinien y est toujours vivace.

En Égypte les manifestations sont interdites. Le régime est échaudé : lorsque, le 20 octobre, au début de la guerre, il s'est senti tenu d'appeler à un rassemblement, des manifestants en avaient profité pour lancer des slogans anti-régime et déferler vers la place Tahrir, lieu de la révolte du Printemps arabe. Un mauvais souvenir pour le régime. Le 23 avril dernier, un simple rassemblement d'une vingtaine de militantes féministes, avocates et journalistes, pour demander la protection des femmes de Gaza et du Soudan victimes des guerres qui s'y déroulent a été encerclé par la police et seize des participantes ont été arrêtées. Trois jours plus tard, au stade du Caire où se jouait la finale de la Ligue africaine des champions, la foule entonnait des slogans de soutien à la po-

pulation gazaouie et des policiers en civils s'en sont pris à des supporters brandissant des drapeaux palestiniens.

En Jordanie - ce pays de 10 millions d'habitants dont 60 % de la population est d'origine palestinienne, 2,2 millions vivant toujours dans les camps de réfugiés -, les manifestations ont été nombreuses depuis l'automne 2023, malgré les interdictions et les arrestations de centaines de personnes, réprimées pour leur critique de la politique de collaboration du gouvernement jordanien avec Israël. Le 30 avril, à Aman, la capitale, un millier d'étudiants venus de diverses universités se sont rassemblés pour protester contre la guerre à Gaza, évoquant au passage les manifestations semblables dans les universités américaines.

Des mobilisations et des liens qui ajoutent aux raisons que nous avons d'être nombreux à continuer à manifester ici contre le massacre perpétré par l'État d'Israël avec le soutien éhonté de tous les gouvernements, dont celui de Macron.

PAR OLIVIER BELIN • 14/05/2024

Iran : l'État assassin

Le rappeur Toomaj Salehi, très populaire en Iran, vient d'être condamné à mort pour « *corruption sur terre* ». Il avait été arrêté une première fois en 2021 pour « *propagande contre le régime* » et « *insulte à l'autorité suprême de direction* ». En 2022, il a joué un rôle très actif dans la mobilisation massive contre le régime suite au meurtre de Mahsa Amini, jeune femme kurde assassinée par la police des mœurs pour « *port de vêtements inappropriés* ». Dans sa chanson Soorakh Moosh (Trou de souris), il parle de la répression des manifestations : « *Si tu t'occupes de tes affaires, pendant qu'ils prennent la vie des jeunes [...], t'es un traître.* » Dans le clip de sa chanson Meydoon Jang (Champ de bataille), il utilise des images des manifestations. Dans sa chanson Anar (Grenade), il évoque les grèves dans la classe ouvrière iranienne, contre les bas salaires et l'exploitation forcenée. Il incarne la colère de la jeunesse et de la classe ouvrière face à un régime sanguinaire, théocratique et féodal-capitaliste. La mobilisation s'organise dans le monde contre ce nouvel assassinat programmé. Les prisons iraniennes sont devenues de véritables « *lieux de massacre* », avec au moins 853 exécutions en 2023, 95 exécutions déjà recensées en 2024. Un bilan effroyable, à l'image d'un régime de terreur qui ne tue pourtant pas les espoirs et les luttes.

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 14/05/2024



TOOMAJ SALEHI.
NOVEMBRE 2021

AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT AUX ÉTATS-UNIS ? Les travailleurs américains ne prennent pas des vessies pour des lanternes !

Là où les économistes attendaient une récession, l'économie américaine affiche une croissance de 1,9 % et 2,5 % en 2022 et 2023. Pour les économistes, les Américains s'enrichissent aussi. Plus vite qu'ici... ce qui n'est pas très difficile.

DES CHIFFRES EN TROMPE-L'ŒIL

Les mêmes économistes ne comprennent pas pourquoi les électeurs ne plébiscitent pas Biden. Paul Krugman, chroniqueur au New York Times, s'appuie sur une étude montrant que le salaire réel - en tenant compte de l'inflation - des travailleurs les moins bien payés a progressé de 9 % entre décembre 2020 et décembre 2024. Sauf qu'il s'agit du salaire horaire. Un article de Romaric Gaudin dans Mediapart du 2 mai dernier affirme que, concernant les salaires réels médians, la progression sur la même période n'a été que de 0,8 % : d'abord, de nombreux travailleurs à temps plein n'ont eu que des augmentations minimales (3 %). Et elles ne suivent pas l'inflation. Ensuite, encore faut-il avoir un emploi régulier, à temps plein. De plus, la progression du salaire « réel » est calculée à partir de l'indice des prix à la consommation, un indice moyen, le même pour tout le monde, riche ou pauvre. Or la hausse des prix n'est pas uniforme : celle des produits de première nécessité pèse bien plus lourd sur les petits salaires.

LES TRAVAILLEURS AMÉRICAINS NE S'EN LAISSENT PAS CONTER

Le désamour des travailleurs pour Biden attise chez ses soutiens la crainte qu'il ne soit pas réélu. Mais aussi la crainte d'un renouveau des luttes ouvrières.

Cette année, des grèves importantes ont eu lieu aux États-Unis. La plus spectaculaire a été la grève contre les patrons de General Motors, Ford et Stellantis qui a permis d'obtenir des contrats plus favorables. La stratégie des patrons de l'automobile consistant à déplacer les usines dans les États du sud, où le taux de syndicalisation est faible, commence peut-être à être mise en échec : l'UAW a réussi à s'implanter dans l'usine Volkswagen de Chattanooga dans le Tennessee. Et il y a eu des

victoires aussi dans d'autres secteurs, chez Amazon, Starbucks, les scénaristes d'Hollywood, les profs de lycée dans plusieurs États, les infirmières. Les travailleurs de la logistique ont obtenu la disparition des contrats à plusieurs vitesses.

UN REGAIN DE COMBATIVITÉ QUI BOUSCULE LES BUREAUCRATIES SYNDICALES

Le regain de la combativité ouvrière se traduit aussi par l'émergence de militants contestant l'inertie des directions syndicales traditionnelles. Dans l'automobile, cela a abouti au remplacement de l'ancien président par une figure de la contestation interne au syndicat, Shawn Fain. D'autant plus facilement que deux des précédents dirigeants du syndicat ont été emprisonnés pour corruption. À une échelle certes plus modeste, mais peut-être significative, cela s'est traduit par une affluence inattendue au rassemblement sur plusieurs jours de syndicalistes contestataires qui a lieu tous les deux ans à Chicago à l'appel des Labor Notes et qui, en avril 2024, a rassemblé 4 500 militants - les organisateurs ont même dit avoir refusé 2 000 personnes.

Shawn Fain a pu y affirmer : « *Lors de notre grève, nous ne nous sommes pas battus seulement pour les travailleurs de l'automobile, mais pour tous les travailleurs. La classe ouvrière est de retour !* » Envolée dans un meeting à l'ambiance survoltée, ou réalité ? Dans la tradition syndicale américaine, Shawn Fain a appelé à voter Biden. Mais comme le disait une participante lors de ces débats à Chicago : « *Pourquoi devons-nous toujours choisir entre deux candidats qui ne nous représentent pas ? Quand est-ce que nous aurons un candidat à nous ?* » Aux États-Unis comme ici, une question essentielle pour le monde du travail est son indépendance politique.

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 14/05/2024

Plus de deux ans de guerre en Ukraine...

Depuis plus de deux ans, la guerre provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie décime les peuples de ces deux pays. Cette guerre souligne les ravages du système capitaliste, quand ses protagonistes à la tête de grands États décident de porter leurs rivalités économiques et commerciales sur le terrain militaire.

TROUPES RUSSES, HORS D'UKRAINE !

Le régime de Poutine a choisi d'envahir l'Ukraine voisine pour maintenir sa domination sur une vaste zone d'Europe et d'Asie qu'il estime sienne, au mépris des populations et travailleurs qui la peuplent et dont il a à maintes reprises réprimé les révoltes. L'économie russe a basculé en économie de guerre où environ 400 000 hommes sont sur le front, où toute opposition politique est bâillonnée, emprisonnée ou assassinée – grâce à quoi Poutine, à la suite d'élections factices, peut entamer un cinquième mandat de président.

DROIT DU PEUPLE UKRAINIEN À DISPOSER DE SON SORT !

Du côté ukrainien, la ligne de front mobilise quelque 200 000 soldats qui n'en peuvent plus. S'il semble que les classes populaires d'Ukraine n'ont aucunement envie de céder à Poutine, elles supportent de plus en plus durement la façon dont Zelensky fait reposer sur elles le poids de la guerre. Droits des travailleurs et des syndicats bafoués, graves attaques contre tous les secteurs publics... et, surtout, nouvelle loi qui entrera en vigueur le 18 mai prochain, sur « la préparation à la mobilisation et la mobilisation », âprement débattue, qui oblige tous les hommes âgés de 18 à 60 ans à se rendre dans les centres de recrutement pour enregistrement. Comme toujours, c'est dans les classes populaires qu'on trinque, qu'il n'y a pas de passe-droits, pas de fuite ailleurs possible, dans un pays où les milieux étatiques et économiques sont réputés pour leur corruption. Un contexte dans lequel une politique indépendante de classe fait cruellement défaut.

TROUPES DE L'OTAN HORS D'EUROPE ET DE TOUS LES CONTINENTS !

Du côté des États-Unis et des puissances occidentales membres de l'Otan, c'est le chaud et le froid à l'égard de l'Ukraine. Les États-Unis ont bloqué pendant des mois une nouvelle tranche d'aide, pendant que Macron, se rêvant général de l'UE, déclarait en février qu'on ne peut pas « exclure l'idée d'envoyer des troupes occidentales en Ukraine », mais tempère le 11 mai sur X en disant « espérer qu'on n'aura pas à faire la guerre ». Campagne électorale oblige, les appels à la mobilisation ne sont pas trop porteurs de voix !

Cette guerre a boosté les affaires des multinationales de l'armement. Partout les budgets militaires sont en hausse, au détriment des dépenses sociales. Partout aussi les durcissements répressifs et accents militaires marquent les politiques. Les capitalistes amis de Poutine ne sont pas perdants non plus – bon nombre de leurs intérêts étant préservés y compris par leurs adversaires occidentaux... mais pas ennemis irréductibles !

BRUITS DE BOTTES ET DE RABIBOCHAGE SUR LE DOS DES PEUPLES

La guerre continue donc. Avec des rumeurs de négociations possibles en vue d'un gel du conflit – y compris au détriment de l'Ukraine face à la Russie. Des déclarations récentes s'enchaînent, d'officiels du monde impérialiste, selon lesquelles il n'a jamais été question de détruire la Russie de Poutine, ni même « d'humilier » celui-ci comme avait tenu à préciser Macron dès le départ. Car il y a un ordre mondial à préserver.

PAR MICHELLE VERDIER • 14/05/2024

GÉORGIE : MANIFESTATIONS DÉMOCRATIQUES SUR FOND DE TENSIONS INTER-IMPÉRIALISTES

Le 12 mai dernier, des milliers de manifestants ont à nouveau défilé dans Tbilissi, la capitale de la Géorgie, pour dénoncer la loi sur « l'ingérence étrangère ». Ce projet de loi, surnommé « loi russe », impose à toute ONG ou organisation médiatique recevant plus de 20 % de son financement de l'étranger de s'enregistrer en tant qu'« organisation poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère ». Rien que ça ! Le gouvernement a menacé de prison les manifestants, en utilisant la même rhétorique complotiste que Poutine. En face, beaucoup de manifestants, dont beaucoup de jeunes, brandissent le drapeau européen. Ils ont reçu le soutien de la présidente du pays, Salomé Zourabichvili, d'origine française et proche de Macron. Elle dénonce le gouvernement d'Irakli Kobakhidze comme un gouvernement « néo-soviétique ».

Pourtant, le parti du gouvernement se dit favorable à un rapprochement avec l'Otan et l'Union européenne. Son dirigeant, Bidzina Ivanichvili, est un homme d'affaires milliardaire qui semble jouer double jeu. Car, depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie a renforcé son ingérence en Géorgie.

Les jeunes, les travailleurs et travailleuses, ont mille fois raison de s'opposer au durcissement autoritaire du gouvernement, mais les dirigeants impérialistes de l'Union européenne qui, dans leurs pays, mènent des politiques anti-ouvrières, autoritaires et xénophobes, n'ont rien de bon à apporter !

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 14/05/2024

« Cette guerre souligne les ravages du système capitaliste, quand ses protagonistes à la tête de grands États décident de porter leurs rivalités économiques et commerciales sur le terrain militaire. »

Xi Jinping et Macron : je t'aime, moi non plus

Le président-dictateur chinois a fait le tour des États européens « amis ». Au menu : France, Serbie et Hongrie. Le 6 mai, il était reçu en grande pompe par Macron, en présence de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Puis, musée d'Orsay, Invalides et banquet à l'Élysée en présence de quelques stars du spectacle et grands patrons du CAC 40, du luxe, de l'automobile, de l'aérien... Le lendemain, promenade « personnelle » dans les Pyrénées, témoignant d'une « relation particulière » entre les deux présidents, l'Élysée dixit.

Mais, derrière les embrassades, les tapis rouges, les sourires et les cadeaux, il y avait

des choses plus sérieuses et épineuses, dont ces fichues voitures électriques et panneaux solaires chinois qui concurrencent les capitalistes français. Discussions de marchands de tapis, bras de fer et donnant-donnant pour favoriser au mieux, chacun de son côté, les profits et dividendes des maîtres et actionnaires des grandes entreprises.

Quant au sort des Ouïghours, des Tibétains ou des habitants de Hong Kong, des opposants et journalistes persécutés (sans parler des milliers d'exécutions capitales annuelles), Macron prétend ne s'en occuper qu'à huis clos. Circulez, y'a rien à voir !

PAR MICHEL GRANDRY • 14/05/2024



XI JINPING AVEC EMMANUEL MACRON ET URSULA VON DER LEYEN. FRANCE, MAI 2024 | CHRISTOPHE LICOPPE

FACE À L'EXTRÊME DROITE

ET AUX POLITIQUES PATRONALES

QUI LUI PAVENT LA VOIE :

REPRENDRE LE CHEMIN DES LUTTES

POUR UNE SOCIÉTÉ DÉBARRASSÉE
DE L'EXPLOITATION
ET DES OPPRESSIONS



SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS



GAËL QUIRANTE
POSTIER

DE LA DÉMAGOGIE « ANTISYSTÈME » À LA DÉFENSE SERVILE DES RICHES UNE FOIS AU POUVOIR

Tous les sondages placent l'extrême droite en tête aux prochaines élections européennes.

En France, dans un scrutin qui sera marqué par plus de 50 % d'abstention, le Rassemblement national mené par Jordan Bardella est largement en tête avec autour de 32 % des intentions de vote : avec la liste de Reconquête, le parti de Zemmour, conduite par Marion Maréchal, l'extrême droite se situe autour de 38 %. Le parti de Macron, lui, est rejeté à 16 %. Quant à la gauche institutionnelle, en additionnant le PS, LFI, EELV et le PC, elle est en dessous de 30 % des intentions de vote.

Le moteur de la campagne de Jordan Bardella, c'est la haine que Macron-Attal suscitent dans les classes populaires et qui pousse ces dernières vers la recherche

de l'opposition paraissant électoralement la plus crédible. Car il faut bien dire que ce n'est pas la gauche institutionnelle qui risque de convaincre les classes populaires de se détourner de l'abstention ou de choisir « ceux qu'on n'a jamais essayés » : les travailleurs n'ont pas oublié sa politique au gouvernement.

Une fois au pouvoir – comme cela a été le cas en Pologne, et l'est encore en Italie ou en Hongrie –, l'extrême droite jette par-dessus bord sa démagogie « antisystème » pour adopter la politique de faveurs envers les riches et de coups portés contre les travailleurs que mènent tous les gouvernements bourgeois. En ajoutant toutefois une touche ultra-réactionnaire, en s'en prenant encore plus aux droits des migrants, aux droits des femmes et des minorités.

La liste que je conduis avec Selma Labib, « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! », est exclusivement composée de travailleuses et de travailleurs. Nous ne prétendons pas que voter pour notre liste va changer la vie : les élections ne peuvent pas, a fortiori ces élections pour un Parlement sans grand pouvoir.

Mais, face à cette extrême droite démagogique qui prétend parler au nom des classes populaires, nous voulons offrir la possibilité aux travailleuses et aux travailleurs de taper du poing sur la table en envoyant clairement un message anticapitaliste : plus vous serez nombreux à voter pour notre liste, plus ce message sera entendu !

GAËL QUIRANTE

LE PEN PRÊTE À GOUVERNER... AU SERVICE DES GRANDS BOURGEOIS !

Le 29 février dernier, Marine Le Pen publiait une tribune dans le journal Les Échos avec la bénédiction du propriétaire du journal, le multimilliardaire Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde. Cette tribune intitulée « Face au mur de la dette, l'urgence d'une stratégie nationale » aurait pu être signée par Édouard Philippe ou par les Républicains, qui jugent eux aussi que l'ambition affichée par le clan Macron de réduire le déficit du pays à 3 % du PIB en 2027 n'est pas encore assez forte !

Le 29 février dernier, Marine Le Pen publiait une tribune dans le journal Les Échos avec la bénédiction du propriétaire du journal, le multimilliardaire Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde. Cette tribune intitulée « Face au mur de la dette, l'urgence d'une stratégie nationale » aurait pu être signée par Édouard Philippe ou par les Républicains, qui jugent eux aussi que l'ambition affichée par le clan Macron de réduire le déficit du pays à 3 % du PIB en 2027 n'est pas encore assez forte !

Le grand patronat n'a pas d'inquiétude à se faire : la politique qui consiste à tailler dans les budgets publics et les dépenses sociales pour l'arroser de milliards sera bien poursuivie par Le Pen si le RN arrive au pouvoir dans les prochaines années. La « rupture avec le système » que mettait en avant le Front national des années Le Pen père, c'est décidément du passé. Ce qui reste toujours valable, par contre, c'est la stigmatisation des « étrangers » et des « assistés » qui coûtent cher à la nation et pour lesquels les prestations sociales seraient carrément supprimées... Macron, Attal, Darmanin auront préparé le terrain.

C'est aussi sur le terrain de la respectabilité institutionnelle que la boue frénétiquement le RN depuis l'élection de ses 88 députés en 2022. Avec près de 300 « collaborateurs » payés par les deniers de la République, les députés du RN quadrillent leur circonscription, des fêtes de village aux cérémonies préfectorales, en passant par les visites « buvette et repas gratuit » à l'Assemblée nationale. Les idées racistes n'empêchent ni la notabilité ni l'intégration dans l'appareil d'État bourgeois, d'autres l'ont déjà largement prouvé !

Rassemblement national et abstention : les travailleurs n'attendent pas grand-chose des élections !

Le RN surclasse tous ses concurrents dans les sondages. Mais l'abstention risque aussi d'augmenter sensiblement (seulement 45 % des inscrits s'apprêteraient à voter contre 51,5 % aux précédentes élections européennes de 2019).

Le parti mené par Bardella n'a pas grand-chose à faire pour mobiliser son électorat, qui paraît relativement fidèle et se voit renforcé par la haine suscitée par Macron-Attal. Sa position est confortée par son entrée massive à l'Assemblée nationale lors des dernières législatives. Ses 88 députés sont autant de permanents qui permettent au parti de rayonner comme il ne le pouvait pas jusqu'à présent. Cette position établie lui permet de progresser sans faire trop de politique : « Vivement le 9 juin », « Revitaliser l'Europe », peut-on lire sur ses affiches aussi vagues et insipides que celles des autres partis bourgeois.

Le Rassemblement national est réputé disposer d'un électorat populaire, plus populaire en tout cas que celui de Zemmour, davantage lié aux milieux qui ont formé la Manif pour tous et l'électorat de Fillon. De fait, le RN fait ses meilleurs scores dans d'anciens « bastions » du PS, voire du PC. Les anciens électeurs de ces partis, désabusés, choisiraient de voter pour le parti « qu'on n'a pas encore essayé ». Ce qui n'a rien d'innocent : xénophobe, le RN porte l'idée qu'il faudrait défendre les « Français », c'est-à-dire faire subir aux autres.

Mais il faut nuancer cette réputation populaire de l'électorat du RN. Plus précisément, le vote RN est à mettre en parallèle avec la montée régulière de l'abstention. Il est certes hasardeux de « colorer » les intentions des abstentionnistes, mais nous connaissons tous des collègues déçus de la gauche qui ne croient plus que leur sort s'améliorera à travers des élections. Et ce n'est évidemment pas nous qui les détromperons !

Nous non plus n'avons aucune illusion dans le fait que de simples élections pourraient transformer la société. Nous avons cependant choisi de présenter une liste à ces élections européennes pour permettre aux travailleurs d'exprimer clairement tout à la fois leur refus de la voie dans laquelle le capitalisme entraîne toute la société et leur rejet des partis institutionnels.

ÉTATS-UNIS, BRÉSIL

Le rejet par les classes populaires des partis institutionnels, carburant de l'extrême droite

Au Brésil ou aux États-Unis, l'extrême droite a récemment été au pouvoir. Ce qui lui donne des couleurs, c'est la politique anti-ouvrière menée pendant des décennies par des gouvernements, quelles que soient leurs étiquettes. Cette politique a détourné les travailleurs des partis institutionnels.

Le Parti démocrate de Biden aux États-Unis comme le Parti des travailleurs de Lula au Brésil qui attiraient historiquement les votes ouvriers, ont déçu et déçoivent les milieux populaires dont ils considèrent que le soutien leur est acquis. Mais les vieilles ficelles sont usées : symbole de la désaffection des travailleurs vis-à-vis du Parti démocrate de Biden, la hausse des votes en faveur de Trump dans les régions ouvrières du pays et les minorités latino-américaines, voire noires, malgré son racisme. De même, Bolsonaro a pu rassembler de nombreuses voix dans des quartiers ouvriers et faire défiler des dizaines de milliers de partisans dans la ville ouvrière de São Paulo en février dernier.

Au pouvoir, Bolsonaro a supprimé les subventions à la culture, à la recherche scientifique, à tout ce qui relevait des services publics. Sa politique désastreuse face au Covid a créé des situations intenable pour les plus pauvres : en guise d'aide, Bolsonaro les a enjoint de « *cesser de geindre* ». En revanche, l'argent a coulé à flot en faveur des Églises évangélistes, vivier de l'extrême droite, qui lui sont acquises, et des milliers de militaires ont été nommés à des postes clés.

Une politique semblable à celle que Trump a conduite aux États-Unis, où il a introduit les théories les plus obscurantistes dans l'enseignement des sciences, créé la situation qui a permis de nombreux États américains de supprimer le droit à l'avortement, tandis que, sur le plan économique, il a considérablement réduit les impôts pour les sociétés : en 2018, 91 entreprises présentes dans le classement Fortune 500 n'ont payé aucun impôt fédéral.

L'extrême droite et le grand patronat : une « love story » européenne

En France, Bardella et Le Pen tentent de se présenter comme une alternative à Macron et à sa politique. Et puisqu'il devient de plus en plus difficile de les distinguer par les programmes et les idées, il reste le bon vieux refrain du « Vous ne nous avez pas encore essayés ». Sauf que « essayer » l'extrême droite au pouvoir, en Europe, c'est déjà fait : comme pour les autres partis, sa politique est au service de la bourgeoisie.

L'extrême droite vient d'être écartée du gouvernement en Pologne - où elle conserve cependant la présidence de la République -, mais elle a profité de son passage au pouvoir pour mettre les médias sous le contrôle de quelques gros groupes, pour s'inféoder l'appareil judiciaire et interdire de fait le droit à l'avortement, malgré les manifestations monstres de 2020 s'y opposant et une opinion très largement favorable à ce droit élémentaire pour les femmes.

Au pouvoir, l'extrême droite ne met pas longtemps à favoriser les riches et à s'en prendre à la population en mettant en avant les préjugés les plus réactionnaires !

EN ITALIE, LUNE DE MIEL POUR LES PROFITS

Arrivée au pouvoir en octobre 2022, Giorgia Meloni n'avait cessé de promettre de s'en prendre aux banques et aux riches durant sa campagne. Las ! La taxe annoncée de 40 % sur les superprofits s'est transformée, devant la protestation des banques elles-mêmes et de l'équivalent du Medef, en une mesurette les dispensant de verser le moindre centime à condition de valoriser leurs réserves, ce qu'elles auraient de toute façon fait, tant les profits ont été élevés en 2023.

Dans le même temps, pour convaincre Stellantis de maintenir une partie de sa production en Italie, le pouvoir d'extrême droite

lui a déjà accordé 950 millions d'euros de subventions publiques.

Meloni avait fait campagne en promettant de s'en prendre à l'immigration. Devant les besoins du patronat, elle a décidé de faire progressivement venir 450 000 travailleurs immigrés pour occuper les postes que refusent les travailleurs italiens du fait des conditions de travail et des salaires. On voit que les discours et lois anti-immigrés visent à précariser toujours plus une partie des travailleurs pour mieux les attaquer tous. D'ailleurs, en décembre dernier, le gouvernement italien a fait rejeter une proposition de loi mettant en place un salaire minimum, présentant la mesure comme « soviétique ». Ouf ! Voilà le patronat sauvé du pire !

EN HONGRIE, LA DRAGUE DU PATRONAT CHINOIS ET ALLEMAND

Orbán, à la tête de la Hongrie depuis 2010, a déjà quelques années d'expérience pour contenter le grand patronat. Pas seulement hongrois, d'ailleurs ! En plus de démanteler le Code du travail, Orbán a fait passer de 250 à 400 le nombre d'heures supplémentaires qui peuvent être demandées pour pallier le manque de main d'œuvre, et n'être payées qu'au bout de trois ans ! Or, comme l'a

reconnu son ministre des Affaires étrangères lors d'une visite en Allemagne, à Düsseldorf, si cette réforme a provoqué d'importantes manifestations ouvrières, elle a été « saluée par les entreprises du Bade-Wurtemberg ».

En parallèle, les mesures d'incitation fiscale en direction des investisseurs chinois ont fleuri, histoire de transformer la Hongrie en eldorado de la batterie électrique de demain. À tel point que le raciste Orbán a dû accepter de faire venir des travailleurs immigrés sur le sol hongrois, seule main-d'œuvre qu'il suppose capable d'accepter de dures conditions de travail. En quelques mois, les ambassadeurs de la Hongrie aux Philippines se sont transformés en VPR pour travailleurs étrangers. Ce qui n'empêche pas la Hongrie de maintenir une traque violente et funeste aux immigrés en général.

L'extrême droite au pouvoir en Europe joue le même rôle que le reste des partis traditionnels : à genoux devant les besoins des patrons et dressée face aux travailleurs et aux pauvres, qu'ils soient nationaux ou étrangers. À bon entendre !

CONTRE L'EXTRÊME DROITE, COMMENCER PAR RASSEMBLER LES TRAVAILLEURS SUR LE TERRAIN DES LUTTES SOCIALES

MACRON-ATTAL PRÉPARENT LE TERRAIN POUR L'EXTRÊME DROITE

Bardella fait campagne sans prendre de risques : il sait que plus le gouvernement Macron-Attal-Darmanin tape sur les classes populaires et s'en prend aux migrants, plus l'extrême droite se prépare à rafler la mise électorale. D'autant que l'extrême droite ratisse large, Reconquête se chargeant de récupérer les voix de ceux qui trouvent le RN trop mesuré, voire trop « populaire ».

LA POLITIQUE RACISTE DE L'EXTRÊME DROITE EST DÉJÀ MISE EN PLACE PAR LES ÉTATS EUROPÉENS

Fabrice Leggeri, directeur entre 2014 et 2022 de Frontex, l'agence qui garde les frontières de « l'Europe forteresse », sera le numéro trois de la liste Bardella. Nommé sous le « socialiste » Hollande, ce haut fonctionnaire a dû démissionner, sa responsabilité étant avérée dans plusieurs naufrages au large de la Grèce ayant coûté la vie à de nombreuses personnes.

Mais, avant de faire le fanfaron auprès de Bardella, Leggeri a surtout été le fidèle exécutant d'une politique assumée par l'ensemble des États européens.

IMPOSER LES PRÉOCCUPATIONS DES CLASSES POPULAIRES DANS LA CAMPAGNE DES EUROPÉENNES

L'extrême droite se nourrit de la faillite de la gauche de gouvernement, qui ne s'est pas distinguée de la droite dans ses attaques contre les travailleurs : le sillon de Macron a été creusé par ses prédécesseurs. L'extrême droite, elle, fait mine d'être favorable aux classes populaires, mais Marine Le Pen et son groupe ont systématiquement voté contre les propositions d'augmentation du Smic et, plus généralement, s'opposent aux augmentations de salaire. Et, bien sûr, ils n'ont jamais participé ni de près ni de loin aux luttes des travailleurs.

La colère sociale est forte. **Il faut dans cette campagne autre chose que les joutes verbales entre Bardella et Attal qui ignorent la vie chère, les bas salaires, les li-**

enciements et tout ce qui nous pourrit la vie. Autre chose que les discours des politiciens qui ne dénoncent pas l'impasse, et même la barbarie, où nous conduit le capitalisme.

Pour que les préoccupations des travailleurs occupent le devant de la scène, il leur faudra se faire entendre sur le terrain des luttes sociales. C'est une des raisons pour lesquelles nous présentons la liste « **Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution !** », une liste constituée exclusivement de travailleuses et de travailleurs, pour être sûrs que nos problèmes seront posés.

Si nous nous retrouvons nombreux à voter pour la liste que je conduis avec Gaël Quirante, ce sera une façon de taper du poing sur la table, de dire que le monde du travail a d'autres perspectives que choisir entre la peste Macron-Attal et le choléra Bardella-Le Pen : affirmer qu'il faut en finir avec le capitalisme et se préparer à se battre sur le terrain des travailleurs, celui des usines, des chantiers et des bureaux.

Construire le rapport de force jusqu'à l'interdiction des licenciements

Le début de l'année 2024 a vu une nouvelle vague de menaces de licenciements et de fermetures de sites. Dans le secteur automobile, avec MA France, aux ordres de Stellantis dont elle est sous-traitante, des licenciements préfigurent ce qui menace le secteur en général dans le cadre des vastes restructurations en cours. Exxon Mobil annonce la fermeture du secteur production chimique de son site de Gravenchon (76). Menaces et destructions d'emploi aussi à Sanofi, à Pfizer, ou à Air Liquide, Metex, Yves Rocher....

Aucune des entreprises qui ferment des sites ou licencient n'est en difficulté dès lors qu'il s'agit de verser des dividendes aux actionnaires. À commencer par Stellantis, avec ses 18 milliards de bénéfices nets en 2023, ou le géant pétrolier Exxon-Mobil.

LES VRAIES FAUSSES SOLUTIONS

Face aux licenciements, une partie de la gauche fait mine de monter au créneau pour rappeler au gouvernement son engagement à « réindustrialiser » la France, concurrence électorale exige.

Pourtant, au début des années 2000, la production dans l'Hexagone des deux constructeurs automobile français est passée de 2,5 millions de véhicules en

1997 à 3,3 millions en 2005. Si ce chiffre est retombé en 2007 au score de 1997, c'est avec des effectifs qui n'ont cessé de baisser et sont aujourd'hui de plus de 10 % inférieurs à ceux de 1997. Sur la même période, la production mondiale des deux groupes est passée de 4 millions de véhicules à plus de 6 millions.

La faute aux « délocalisations » ? Même pas. Selon le CCFA (Comité des constructeurs français d'automobiles), les effectifs du secteur sont passés en France entre 1980 et 2008 de 321 000 à 170 000 du fait des énormes gains de productivité réalisés sur le dos des travailleurs, dont ceux des entreprises de sous-traitance où est externalisée une part accrue de la production - et il s'agit de sites qu'on peut ouvrir ou fermer du jour au lendemain pour « optimiser » la main-d'œuvre et les profits.

La « réindustrialisation » chère aux politiques, les « plans » ou « projets industriels » qu'avancent des syndicats, ne sont que vœux pieux, des conseils donnés aux patrons censés les convaincre que leurs profits iraient mieux en maintenant les emplois, ou en les maintenant en France plutôt qu'ailleurs. Mais s'ils restent maîtres de leurs choix, si l'on ne s'en prend pas à leurs profits, à leur droit

de licencier, tout cela n'est qu'un leurre, doublé de l'illusion qu'on pourrait sauver son emploi ici en supprimant celui d'autres ailleurs.

Alors, faudrait-il une « loi de gauche » pour contraindre les patrons ? On a eu cette « Loi Florange » de 2013 censée obliger chaque entreprise qui ferme à chercher un repreneur..., loi qui a dégagé la responsabilité du gros employeur en lui permettant de sous-traiter à un « repreneur » les licenciements simplement différés au lendemain !

UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCE

Contre les licencieurs, le monde du travail doit assurer sa sauvegarde, exiger l'interdiction des licenciements, la diminution du temps de travail partout et le partage du travail entre tous, sans perte de salaire, jusqu'à résorption du chômage. Cela suppose un rapport de force à instaurer, par une lutte d'ensemble politique, où les travailleurs imposeront l'urgence de leurs vies face aux profits. Cela n'est évidemment pas à la portée des travailleurs d'une entreprise isolée. Mais les travailleurs attaqués ne sont pas seuls à subir : le nombre permettant de réagir collectivement est donc bien là. Et, quand la contagion transforme des luttes isolées défensives en lutte commune offensive, le rapport de force commence alors à s'inverser.

C'est à cela que nous devons nous préparer. Et, s'il y a quelque chose à délocaliser et généraliser, ce sont nos luttes !

PAR LÉO BASERLI • 14/05/2024

EXXONMOBIL QUAND LA SUPPRESSION DE 677 EMPLOIS MENACE TOUTE LA RÉGION

Le 11 avril, la direction d'Exxon Mobil (une des plus grosses sociétés pétrolières et gazières du monde) a annoncé la mise à l'arrêt du Vapocraqueur du site de Gravenchon, en Normandie, soit la suppression de 677 emplois. Avec les emplois induits (sous-traitants, artisans, etc.) ce sont 5 000 emplois qui sont menacés dans la région. Alors que le PDG d'Exxon Mobil clamait la supériorité des complexes qui conjuguent sur un même site raffinerie et activité chimique, l'annonce de la fermeture du secteur chimie est lourde de menaces quant à l'avenir de la raffinerie elle-même.

Aux salariés, les syndicats CFE, CFDT et FO n'ont rien vu d'autre à proposer que la négociation d'un PSE, une indemnité avec accompagnement à la reconversion - on se demande bien où. Et la direction met en place des groupes de soutien psychologique, comme si c'était une perspective. La pérennité du site est impossible, dit Exxon : elle nécessiterait 200 millions d'euros d'investissement. Pour un groupe qui a fait 36 milliards de dollars de profits en 2023 !

La CGT, refusant d'en être rendue à négocier les licenciements, a organisé une assemblée générale jeudi 2 mai, rassemblant 300 salariés. Ceux-ci savent que, si le site ferme, ce n'est pas dans la branche pétrole qu'ils retrouveront un travail. Et la Convention collective du Pétrole étant une des plus avantageuses (sur le plan des salaires, des départs anticipés, de la prise en charge de la pénibilité), les hypothétiques reconversions ne sont que des perspectives à la baisse.

Beaucoup sont conscients que, pour sauver leur emploi, c'est la lutte qui est à l'ordre du jour. Et, pour cela, la nécessité est de discuter la façon de créer un rapport de force face à la direction d'Exxon Mobil, pas la recherche d'un « plan industriel », une solution de rechange pour la direction en quelque sorte, comme cela a été évoqué lors de cette AG. Ni du sauvetage de l'emploi en France au détriment de l'emploi ailleurs, sous le prétexte, aussi invoqué, qu'Exxon délocalise parce que les normes écologiques imposées en Europe sont un peu plus restrictives que le droit de polluer sans limite à Madagascar (où Exxon Mobil a ouvert une plateforme combinée capable de desservir l'Europe, l'Asie et l'Afrique).

De Madagascar à Gravenchon, on a le même ennemi, le même patron. Et, dans cette région où la fermeture annoncée du secteur chimie du site d'Exxon Mobil menace à terme les emplois de plusieurs milliers d'autres salariés, pas besoin pour les 677 salariés frappés d'attendre que les autres le soient pour aller chercher leur appui dans les piquets de grève, les manifestations qu'on pourrait organiser, pour s'adresser à tous les travailleurs de la région, pour lier la lutte des salariés d'Exxon Mobil à celle des autres entreprises mobilisées contre les licenciements. Afin de créer le rapport de force qui gêne l'ensemble du patronat et soit la meilleure façon de faire reculer Exxon lui-même.

CORRESPONDANT • 14/05/2024

Contre les licencieurs, le monde du travail doit assurer sa sauvegarde, exiger l'interdiction des licenciements, la diminution du temps de travail partout et le partage du travail entre tous, sans perte de salaire, jusqu'à résorption du chômage.

CENTRE POSTAL DU 20^E À PARIS

RAS-LE-BOL DU SOUS-EFFECTIF ET DES CHANTAGES À LA POSTE

Dans la semaine du 1^{er} mai, les postiers du centre de préparation et distribution du courrier des 11^e, 12^e et 20^e arrondissements de Paris se sont retrouvés à soixante-dix, tous ensemble en délégation face à la direction. La pression pour travailler en sous-effectif s'est accélérée dernièrement et la Poste, qui n'est pas à court d'idées pour supprimer du personnel, en a sorti une lumineuse ! La présentant comme une manière de donner « plus de congés » aux agents lors des ponts de mai (des congés pris sur leur contingent annuel, rien de « plus » !), la direction a annoncé aux collègues qu'ils feraient le travail des absents ces jours-là, se répartiraient les tournées, etc. Ce qui représente pour les facteurs et factrices des kilomètres, des colis et recommandés supplémentaires, un travail de plus en plus harassant au fil des plans de suppressions d'emplois.

Face à une contestation dans les secteurs de préparation et de distribution du courrier, elle a exercé des chantages, poussant le maximum de collègues à prendre les ponts sans qu'ils l'aient prévu, menaçant de mettre en formation ceux qui seraient « en trop » ou empêchant les postiers de partir, quand ils ont fini leur tâche habituelle, ceux qui refuseraient de remplacer les absents..

La situation est en fait de plus en plus tendue car la Poste n'embauche plus en s'appuyant sur des « accords » qu'elle a fait signer à des syndicats bien accommodants comme la CFDT et FO, qui prévoient que les agents se remplacent les uns les autres. Des dizaines de postes sont vacants sur le centre et, tous les jours, des usagers attendent du courrier en vain...

La direction n'avait pas prévu que les collègues contestent sa politique et elle n'est pas au bout de ses surprises : nous sommes nombreux maintenant que la Poste nous a concentrés dans un seul bureau et n'avons pas l'intention de nous laisser presser comme des citrons.

CORRESPONDANTS • 14/05/2024



CORRESPONDANTS

AUTOMOBILE FERMETURE DE MA FRANCE AULNAY, LA LUTTE CONTINUE !

Ce lundi 13 mai, le tribunal de commerce de Bobigny a prononcé la liquidation judiciaire de l'entreprise sous-traitante d'emboutissage MA France (ex-Magnetto) à Aulnay-sous-Bois.

MA France emploie 280 CDI et 140 intérimaires, 80 % de sa production est destinée à Stellantis. Depuis un moment, ce dernier avait fait le choix d'étrangler cette entreprise et de délocaliser sa production de pièces en Turquie. Le 16 avril, les salariés de MA France ont pris les devants par la grève pour le maintien du site et des emplois. Ils ont ainsi mis à l'arrêt trois usines Stellantis (Poissy, Hordain dans le Nord et Luton en Angleterre) ; la production est toujours perturbée à Poissy et ne va reprendre à Hordain que cette semaine, et seulement à 33 % de ses capacités.

Quelques jours après le début de la grève, avec le soutien de Stellantis (le vrai patron de MA France), la direction de l'usine a tenté de faire reprendre le travail en proposant 3 000 euros pour une reprise immédiate, et 45 000 euros d'indemnités de licenciements, et tout en urgence, sans délai de réflexion (et surtout de discussion) et avec le chantage : c'est ça ou zéro. Ça sentait l'arnaque : les salariés ont refusé, ils voulaient des indemnités réelles, pas du vent ni un accord sans valeur.

Le 6 mai, le patron a finalement lui-même demandé la liquidation de son entreprise au tribunal pour ne payer que le strict minimum légal pour licencier, c'est-à-dire trois fois rien.

Patrons et gouvernement sont complices contre les salariés. Stellantis s'est enrichi sur le dos des salariés de MA France, il doit donc participer au paiement des indemnités de licenciement. Avec 18,6 milliards de profit en 2023 pour Stellantis, c'est largement possible. Et le groupe CLN, qui possède MA France, doit lui aussi passer à la caisse ! C'est une multinationale de 7 000 salariés, avec 30 sites dans le monde et un milliard de chiffre d'affaires.

Macron et ses ministres n'ont à la bouche que le mot « réindustrialisation »... pour mieux soutenir les restructurations. Rappelons que l'État est actionnaire à 6 % de Stellantis et a les moyens de contraindre le groupe à payer !

Pour obtenir des indemnités de licenciement correctes, les salariés de MA France n'ont pas d'autre choix que de poursuivre leur mobilisation et de sortir de l'isolement. Pour l'instant, la direction de Stellantis ne veut pas céder car d'autres sous-traitants, voire des usines Stellantis, risquent de fermer ces prochaines années (Stellantis à Douvrin, Metz-Borny, Tremery, Poissy...), et donc pas question pour elle de concéder des indemnités correctes et créer un précédent. Mais, depuis trois semaines, ce conflit a un impact considérable et Stellantis perd des millions. Ce qui pourrait donner des idées à beaucoup de salariés de l'automobile qui suivent avec attention l'évolution de cette lutte. Le bras de fer continue !

CORRESPONDANTS • 14/05/2024



CORRESPONDANTS

INSTITUT GUSTAVE ROUSSY 150 AIDES-SOIGNANTES VEULENT 3 000 EUROS DE PLUS PAR AN !

Les aides-soignantes (AS) et auxiliaires de puériculture (AP) de Gustave Roussy sont mobilisées depuis plusieurs semaines dans ce prestigieux établissement.

UNE PRIME DE « FIDÉLISATION » POUR DIVISER

Depuis deux ans, les infirmières de l'hôpital, les manip-radio et les cadres touchent une prime de 3 000 euros. Une somme systématiquement refusée aux autres membres du personnel sous prétexte que leurs secteurs d'appartenance ne sont pas en « tension ».

Pourtant, les aides-soignantes manquent à tous les étages, surtout la nuit. La direction est la seule à ne pas voir la pénurie. Et, de toute façon, toutes les AS et AP « méritent » elles aussi de pouvoir boucler les fins de mois.

RELEVER LA TÊTE ET DÉFIER LA DIRECTION

À partir de ce constat, les aides-soignantes de l'hôpital ont décidé début avril de former un collectif et de se réunir pour écrire un courrier à la direction. Le mouvement a été unanime. La direction a fait la sourde oreille et a renvoyé les discussions aux réunions de négociations obligatoires avec les syndicats qui commencent mi-mai.

Pour se faire entendre, les AS et AP ont donc décidé de se mettre en grève le 26 avril et le 3 mai. Pour chaque journée, elles sont mon-

tées dans les services pour faire débrayer des collègues et parler de leurs revendications à tous - recueillant même au passage les encouragements des patients.

UNE MOBILISATION QUI S'ANCRE DANS LA DURÉE

Les grévistes s'accordent sur la nécessité d'amplifier le mouvement. Une nouvelle grève a été votée, prévue après le début officiel des NAO, dont les grévistes n'attendent d'ailleurs pas grand-chose. « On veut rien lâcher, on veut pas des miettes, on veut nos 3 000 euros », explique l'une d'entre elles, alors que court la rumeur qu'une prime de 1 000 euros pourrait être accordée.

Se battre pour une prime c'est, à première vue, se battre seules, ou profession par profession, service par service, etc. Mais, en faisant le choix de s'adresser à d'autres professions, c'est une mobilisation revendicative d'ensemble qui pourrait bien se déclencher. Le programme à venir : chercher à convaincre les hésitantes qu'il faut se serrer les coudes face à une direction qui pourrait flancher devant un mouvement de grève inédit depuis 2018 ! Et, pourquoi pas, redonner force pour oser demander des augmentations de salaire, car nous avons toutes et tous bien besoin de 400 euros de plus par mois.

CORRESPONDANTS • 14/05/2024

RATP GRÈVE DES 21 ET 22 MAI À LA RATP !

Après un lundi 6 mai marqué par un piquet de grève devant le dépôt de bus des Bords de Marne (94), rejoint par la mobilisation des ateliers du métro et de jeunes embauchés des bus, un nouvel appel à la grève est prévu les 21 et 22 mai.

L'occasion de montrer notre détermination à récupérer notre dû en tant que jeunes embauchés : 300 euros et une seule et même grille salariale. L'occasion aussi pour toutes et tous de montrer notre détermination pour obtenir des augmentations de nos salaires : comme le disent les chasubles des collègues des ateliers, « Pas de points, pas de trains ».

Tous les travailleurs, à la RATP mais aussi au-delà, ont intérêt à opposer leur unité aux tentatives de divisions des patrons ! Notre force, c'est notre détermination, notre nombre, notre grève et son organisation !

CORRESPONDANTS • 14/05/2024

UNE VOIX OUVRIÈRE POUR DIRE L'URGENCE DE SE BATTRE ET DE RENVERSER CETTE SOCIÉTÉ

Votez pour la liste

« Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

Toutes les listes pour les élections européennes ont été déposées. Dans leur immense majorité, elles ne réservent pas de surprise : aux côtés des habitués des parlements en tout genre, on compte bien quelques personnalités tirées de la « société civile ». Mais ce sont des « têtes connues » qui interviennent déjà, à leur façon, dans la gestion des affaires de cette société capitaliste.

Ce n'est pas de ce côté qu'on trouvera une représentation des classes populaires. Notre liste est représentative du monde du travail - dans les limites étroites du jeu électoral de cette république pour les riches, car les travailleurs étrangers hors UE n'ont pas le droit de se présenter et les plus précaires risquent de subir la répression patronale. Nos candidats sont salariés dans les entreprises privées de l'industrie, du transport et de la distribution, dans les entreprises publiques et les administrations. Ils sont ouvriers ou employés des premières lignes, techniciens ou ingénieurs, hospitaliers et enseignants.

Ils ne parlent pas du quotidien des travailleurs dans l'unique but de récolter leur voix et, une fois élus, oublier ce qu'ils formulaient la veille encore. Ils sont eux-mêmes des travailleurs et des travailleuses qui vivent et partagent les aspirations et les luttes de l'ensemble de la classe ouvrière.

Depuis trois ans, alors que la hausse des prix a pris un tour plus dramatique que

d'habitude, nos candidats ont animé des grèves dans le secteur privé pour des augmentations, pour ne pas faire les frais.



Michel, Murielle et Clémence sont technicien, biochimiste, ingénieure dans l'industrie pharmaceutique, une industrie où des grèves sur les salaires ont éclaté, comme à bioMérieux au printemps 2022, ou à Cenexi, en février 2024. Ken travaille dans l'automobile où il y a aussi eu des mouvements, comme à Stellantis en septembre 2023.



Pierre, Tristan, Gilles ou Selma, notre tête de liste, travaillent dans les transports et ont participé, voire animé, les grèves qu'il y a eu dans ce secteur, et elles ont été nombreuses, de Keolis à Transdev en passant par la RATP. Ces combats sont représentatifs du grand nombre de luttes menées ces dernières années dans bien des entreprises : pour des augmentations de salaire et pas seulement ces primes toujours fragiles ; mais aussi contre les divisions artificielles entre catégo-

ries de travailleurs, comme à Stellantis où des sous-traitants étaient également entrés dans la lutte.

Ces grèves sur les salaires font partie d'un affrontement plus global. Car les capitalistes dirigent l'ensemble de la société comme ils mènent les affaires de chacune de leurs entreprises, à la façon de dictateurs qui ne poursuivent que leurs intérêts en écrasant le plus grand nombre. Ici, mais aussi partout dans le monde, en Palestine, en Afrique, en Asie et sur tous les continents. La loi du profit s'impose en tout alors que, dans chaque domaine, si les travailleurs étaient aux commandes, ils mettraient en avant l'intérêt du plus grand nombre. L'intérêt du plus grand nombre dans l'industrie pharmaceutique contre l'appétit d'ogres des grands labos qui ont, à l'occasion de la pandémie, transformé ce qui aurait dû être disponible pour tous - les vaccins et les médicaments - en investissements rentables. L'intérêt du plus grand nombre dans l'automobile, comme le défendent Ken et Régis, retraité de Renault, pour que



cette industrie s'adapte à de nouveaux modes de déplacement plus écologiques et contre les bénéfices prétendument « verts » que font les grands groupes en licenciant à tour de bras. L'intérêt du plus grand nombre dans les transports en commun, comme le défendent Selma, Pierre,

Une manif peut en cacher une autre

La presse française a fait état d'une manifestation d'extrême droite à Milan le 29 avril 2024, avec plus d'un millier de participants, des images glaçantes évidemment.

Mais la manifestation de 5000 personnes le 1er mai dans la même ville, avec un cortège de 4000 personnes de l'organisation communiste révolutionnaire Lotta Comunista n'a pas été relayée. Les camarades de Lotta Comunista avaient invité une délégation du NPA-Révolutionnaires à cette manifestation et au meeting massif qui a suivi.

Tristan et Gilles, qui, en lien avec les précédents, pourraient planifier un système de transport complet, gratuit et de qualité. L'intérêt du plus grand nombre dans le bâtiment, comme le défend Aurélien, pour construire les logements qui manquent et démarrer le chantier de la rénovation thermique. L'intérêt du plus grand nombre à la Poste, comme le défendent Gaël, Xavier et Maria.



Ce n'est pas l'intérêt du plus grand nombre qui se discutera au Parlement européen. Il ne s'imposera qu'à travers les combats que nous menons déjà et ceux qu'il faut encore mener, contre la société capitaliste et les grands bourgeois qui la dirigent. Les élections du 9 juin ne changeront pas la société : les élections ne le peuvent pas, tout particulièrement celles-ci. Mais voter pour notre liste, c'est affirmer qu'on refuse que la société soit dirigée au profit de quelques-uns alors qu'elle repose sur notre travail à tous. Un « petit geste » qui pour une fois vaut le coup, pour préparer les luttes de demain !

ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 9 JUIN 2024 : LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES EN CAMPAGNE !

Agenda de campagne de la liste

« Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! »

MARDI 21 MAI - RENNES - 20H
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Maison de quartier Villejean

MERCREDI 22 MAI - IVRY-SUR-SEINE - 19H
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Réunion publique, espace Robespierre

JEUDI 23 MAI - CAEN - 18H30
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
réunion publique, Salle Gutenberg, place Gutenberg

VENDREDI 24 MAI - LE MANS - 20H
Avec Selma Labib
meeting, salle Édith Piaf (T2 arrêt Espal)

VENDREDI 24 MAI - AGEN
Réunion publique

VENDREDI 24 MAI - NANTERRE
Avec Gaël Quirante et Armelle Pertus
Meeting/banquet NPA Hauts-de-Seine, Le Cinéart, 5 bis rue des Anciennes mairies

SAMEDI 25 MAI - SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY. DE 15 HEURES A MINUIT
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Fête du NPA-Rouen, 40 rue des Coquelicots

SAMEDI 25 MAI - ANNECY - 18H30
Avec Armelle Pertus
Réunion publique

SAMEDI 25 MAI - LILLE - 18H
Avec Damien Scali
Rencontre-débat avec les candidats lillois, au Moulin de Wazemmes

LUNDI 27 MAI - ANGERS - 19H30
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Réunion publique, salle du Doyenné

MARDI 28 MAI - NANTES
Réunion publique, salons Mauduit à Nantes

MARDI 28 MAI - LYON - 19H
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Réunion publique, CCVA de Villeurbanne

MARDI 28 MAI - TORCY
Réunion publique

MERCREDI 29 MAI - TOULOUSE - 19H30
Avec Selma Labib
Meeting, Salle Lafage, 2 rue Lafage

JEUDI 30 MAI - STRASBOURG - 19H
Avec Selma Labib
Meeting, 17 place Saint-Étienne, 67000 Strasbourg

JEUDI 30 MAI - ARGENTEUIL
Avec Armelle Pertus
Réunion publique

JEUDI 30 MAI - VIRE - 18 H 30
Réunion publique, salle Polinière, place Sainte-Anne

VENDREDI 31 MAI - METZ - 19H30
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Meeting, FJT Étap'Habitat, 2 rue Georges Ducrocq 57000 Metz, Mettis A et B, Bus L4 et C12 arrêt Seille

Sélection culture

LES LIVRES

L'ÉTAT D'ISRAËL CONTRE LES JUIFS : « APRÈS GAZA », NOUVELLE ÉDITION AUGMENTÉE

SYLVAIN CYPEL

La Découverte, 2024, 13 €

Il s'agit donc d'une réédition récemment actualisée, en poche, d'un livre de 2020 de Sylvain Cypel, que nous avions déjà recommandé dans notre dossier sur la Palestine en novembre 2023. Ancien journaliste de *Courrier international* puis du *Monde*, Sylvain Cypel a vécu en Israël et milité dans les années 1970 au Matzpen, organisation d'extrême gauche israélienne. *L'État d'Israël contre les Juifs* : tout est dit, ou presque¹. Mais, au-delà de la formule, on trouvera dans ces 300 pages, très référencées, de quoi retourner l'accusation mensongère d'antisémitisme à l'encontre de tous les opposants à la politique israélienne, en rappelant en quoi c'est l'État israélien, au fil de son évolution identitaire, qui fait cause commune avec les différents extrêmes droites racistes... (et antisémites !), du monde impérialiste.

Dans sa préface, l'auteur explique comment la « fabrique d'assassinats de masse » fait délibérément partie de la stratégie militaire israélienne, qui ne distingue pas cibles civiles ou militaires. Puis il déroule au fil de douze chapitres la constitution de cet État autoritaire, au racisme colonial désormais ouvertement assumé, et qui pratique « l'imposition de la frayeur », y compris sur les Juifs israéliens.

Les Juifs israéliens que le pouvoir qualifie de « déviants » parce qu'ils critiquent la colonisation sont considérés comme des ennemis intérieurs et surveillés. Une cybersurveillance qui devient la nouvelle arme politico-commerciale d'Israël, détaille-t-il au chapitre 5. Sans oublier « l'épanouissement d'un Ku Klux Klan juif » dans les territoires occupés. (p.71). Le chapitre 8 énumère également les « amis antisémites » de Netanyahu.

Pour Sylvain Cypel, cette politique mène Israël dans une impasse et constitue un danger pour l'ensemble des Juifs. Un livre indispensable, à la fois très documenté et au style direct.

PAR LYDIE GRIMAL ET HUGUETTE CHEVIREAU • 22/04/2024

1. Dans ses remerciements, l'auteur précise qu'il a emprunté ce titre à la sociologue Eva Illouz pour un article de septembre 2018 du quotidien israélien Haaretz.



SUR L'ÉPAULE DES GÉANTS

LAURINE ROUX

Gallimard (Folio), 2024, 368 p., 8,90 €

Laurine Roux s'était fait remarquer pour son précédent livre, *L'autre moitié du monde* (prix Orange du livre 2022), qui relatait la révolte de paysans du delta de l'Èbre dans l'Espagne des années 1930.

Cette fois, nous suivons sur plus de 150 ans les péripéties d'une famille d'origine cévenole, à travers les événements historiques, et notamment deux guerres mondiales qui ne laisseront pas indemnes les personnages.

Un bijou historico, politico... littéraire. Une succession de tableaux vivants où les femmes, sur quatre générations sont de joyeuses guerrières aux noms de fleurs, où Socrate, Érasme et Diogène sont des chats qui parlent, où des hommes tendres (y compris une gueule cassée un temps esseulée) filent de très longues histoires d'amour, où se chevauchent l'entomologie, la physique quantique, le surréalisme, le yiddish, la musique classique et contemporaine... Un étonnant voyage dans le temps où la plume érudite et néanmoins impertinente et imagée de Laurine Roux fait merveille. De quoi réconcilier les candidats au bac 2024 avec l'imparfait... du subjectif !

PAR AURÉLIEN PÉRENNA ET HUGUETTE CHEVIREAU • 14/05/2024

Laurine Roux
Sur l'épaule des géants



DÉCÈS DE L'ÉCRIVAIN AMÉRICAIN

PAUL AUSTER

SI L'AMÉRIQUE M'ÉTAIT CONTÉE

Né en 1947 dans le New-Jersey, Paul Auster avait 77 ans et souffrait d'un cancer du poumon. Il représentait la troisième génération d'Américains, une famille modeste de Juifs non pratiquants ayant fui l'Europe au début du xxe siècle. Étudiant à l'université de Columbia dans les années 1960, il participa aux mouvements de protestation contre la guerre du Vietnam et pour les droits civiques. Ne se voyant pas écrivain et militant en même temps, il choisit l'écriture. Selon Hubert Nyssen, son éditeur en France (Actes Sud), le lire, c'est monter dans un wagon d'attraction sans pouvoir en descendre. Le roman qui le fit connaître, *La Trilogie new-yorkaise*, est composé de trois récits à énigmes, livrant une méditation sur la solitude et la quête d'identité dans un monde déshumanisé et anonyme.

Paul Auster n'était pas ce qu'on appelle un écrivain engagé, mais il parlait de la société en évoquant la solitude, le hasard et les jeux du destin qui bouleversent la vie de ses personnages (dans *4321*, par exemple, où son personnage présente quatre versions possibles de sa vie). Il déroulait aussi l'histoire des États-Unis en toile de fond de ses romans, de la dépression à la crise de 2008 (sujet de *Sunset Park*), de la lutte contre la guerre du Vietnam et pour les droits civiques (*4321*) au racisme et Ku Klux Klan (*Mr Vertigo*).

Le voyage d'Anna Blume, sorte de dystopie, est une parabole des guerres du xxe siècle. Il a été adapté pour le théâtre à Sarajevo, après le siège de la ville, par un artiste bosniaque, Haris Pasovic, qui a raconté avoir eu l'impression, en lisant le roman d'Auster, de lire des extraits du journal intime qu'il tenait pendant le siège. Il avait alors découvert que Paul Auster n'avait vécu aucune guerre, mais avait utilisé ses connaissances (certains faits racontés sont réels) pour écrire ce roman dur mais pas déprimant.

Pour Paul Auster, si les livres ne changent pas le monde, ils nourrissent notre faim d'histoires, qui est essentielle.

PAR LILIANE LAFFARGUE • 22/04/2024



MARDI 4 JUIN • LILLE • 19H
Avec Selma Labib, Gaël Quirante et Damien Scali
Meeting, salle Courmont

MARDI 4 JUIN • NANCY
Réunion publique

MARDI 4 JUIN • SAINT-LÔ • 18H30
Réunion publique, Maison de la vie associative, rue des Charmilles

MERCREDI 5 JUIN • GRENOBLE • 18H30
Avec Selma Labib et Gaël Quirante
Meeting, maison du tourisme 14 rue de la République

JEUDI 6 JUIN • MARSEILLE
Meeting

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

ÉLECTIONS EUROPÉENNES • 9 JUIN 2024

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS

URGENCE ! RÉVOLUTION !

MEETING DE FIN DE CAMPAGNE JEUDI 6 JUIN À 19H

GYMNASÉ JAPY, 2 RUE JAPY, 75011 VOLTAIRE

AVEC NOS DEUX TÊTES DE LISTE :

SELMA LABIB COORDINATRICE DE BUS CO-TÊTE DE LISTE

GAËL QUIRANTE POSTER LEADER ET SYNDICALISTE CO-TÊTE DE LISTE

npa-revolutionnaires.org
npa.revolutionnaires
@selma_labib et @gaelquirante

» Retrouvez tous nos rendez-vous sur notre site web :



www.npa-revolutionnaires.org/rubrique/agenda

2^e édition des Rencontres d'été révolutionnaires

2^{èmes} RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

24 AU 28 AOÛT

47230 BARBASTE GOLF D'ALBRET

ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...

URGENCE RÉVOLUTION !

RENSEIGNEMENTS : NPA-REVOLUTIONNAIRES.ORG

INSCRIPTION : [HTTPS://URL-R.FR/VVBXU](https://url-r.fr/VvbXu)

DU 24 AU 28 AOÛT
AU DOMAINE D'ALBRET,
47230 BARBASTE
(LOT-ET-GARONNE)

» Toutes les informations pour s'inscrire en ligne : www.url-r.fr/VvbXu



» Pour un avant-goût de cette aventure, le programme de 2023 est accessible sur notre site : www.npa-revolutionnaires.org/programme-rencontre-ete



» Pour toute question, mail à : rencontres.ete@npa-revolutionnaires.org

INSCRIVEZ-VOUS !

APRÈS LE SUCCÈS DE 2023
EN 2024,
LA SOUSCRIPTION
CONTINUE !

**OBJECTIF 300 000€
AU 1^{ER} JUIN !**

» PAIEMENT EN CHÈQUE OU EN LIGNE :
npa-revolutionnaires.org/souscription
» POUR PLUS D'INFORMATIONS :
souscription@npa-revolutionnaires.org

**FAITES UN DON AU NPA
POUR SOUTENIR NOTRE
COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !**



» Don en ligne : www.npa-revolutionnaires.org/souscription



GÉNOCIDE À GAZA : PAS DE PAIX SANS JUSTICE POUR LE PEUPLE PALESTINIEN

Depuis mi-avril, l'expression de la solidarité à la Palestine n'a cessé de se manifester dans la jeunesse. Parti de Columbia aux États-Unis, le mouvement s'est étendu dans tout le pays. À chaque démantèlement des campements par la police, de nouveaux sont apparus. Le courage des étudiants d'un pays qui est le principal soutien à l'État d'Israël a inspiré des jeunes du monde entier. En France, le mouvement a commencé à Sciences Po Paris du fait des nombreux liens existants entre ses étudiants et les universités américaines.

L'occupation à Sciences Po le 24 avril a relancé la contestation étudiante. Face à la répression policière, elle a été soutenue par des centaines d'étudiants de la région parisienne, rassemblés rue Saint-Guillaume. La présidence a pris peur de la contestation et a cherché canaliser la mobilisation en promettant un temps un débat sur les partenariats avec les universités israéliennes. Trop tard ! Les mobilisations des étudiants de Sciences Po ont donné des idées à ceux de la Sorbonne. Le 29 avril, un premier campement voyait le jour dans la cour d'honneur. Les tentes rapidement installées par les étudiants avaient beau être démontées par la police, les rassemblements de soutien se sont multipliés et la mobilisation s'est étendue au reste du territoire. Souvent, comme sur les campus parisiens de Clignancourt et de Tolbiac, les présidents d'université ont décidé de fermer les centres par peur

de la contagion. Ce sont eux les véritables bloqueurs !

À Tolbiac, ce lock-out s'est retourné contre ses initiateurs : la fermeture a entraîné une occupation du centre par plus de 800 étudiants. Le 2 mai, une assemblée générale s'est tenue à plus d'une centaine dans la cour d'honneur de la Sorbonne. Le soir même, sur l'initiative de militants du NPA Jeunes Révolutionnaires, une assemblée « Interfac » destinée à coordonner les actions à l'échelle de la région parisienne et à permettre aux étudiants mobilisés de prendre en main eux-mêmes leur mouvement, s'est tenue à l'université de Saint-Denis. Cette interfac a appelé à un rassemblement au Panthéon dès le lendemain, une réussite qui a fait le tour des médias. Une nou-



CORRESPONDANT

Face aux calomnies et à la répression, faisons bloc !

Des États-Unis aux Pays-Bas en passant par la France, le mouvement étudiant de solidarité avec le peuple palestinien subit une répression importante, expression du soutien de ces grandes puissances à la politique colonialiste du gouvernement israélien.

Le mouvement étudiant est lui-même, au moins en partie, une réaction aux intimidations policières contre les nombreux militants associatifs, politiques et syndicaux qui ont soutenu la cause palestinienne : Rima Hassan, Anasse Kazib, Mathilde Panot, ou le secrétaire général de l'union départementale CGT du Nord, Jean-Paul Delescaut. Face à

cette répression, les étudiants ont eu le bon réflexe d'occuper Sciences Po, sans attendre, bien heureusement, que les organisations syndicales et politiques de gauche lancent une initiative.

La répression policière s'est intensifiée après la tentative d'occupation de la Sorbonne le 7 mai. Ce soir-là, la police a mis 86 étudiants en garde à vue. L'un des interpellés, Luigi, militant au NPA Jeunes Révolutionnaires, a été déferé au tribunal après 68 heures de détention totalement arbitraire. Il est placé sous contrôle judiciaire en attendant son procès qui aura lieu le 14 juin prochain. Le recours systématique à l'intervention policière dans les universités est inacceptable et contraire à une tradition séculaire. Il est surtout représentatif des moyens que peut mettre en œuvre un gouvernement quand il craint la généralisation de la colère et de son organisation. Cette répression doit déclencher une réaction commune d'ampleur de la part de tous ceux et toutes celles qui refusent de se résigner face au massacre en cours : soyons le plus nombreux possible en manifestation le 18 mai et tant qu'il le faudra pour exiger la relaxe pour Luigi comme pour tous les militants inquiétés, et surtout pour exiger la paix et la justice pour le peuple palestinien.

velle interfac, trois fois plus nombreuse, s'est tenue le mardi suivant et maintient un calendrier soutenu de mobilisation.

En parallèle, le NPA Jeunes Révolutionnaires a pris l'initiative de regrouper de nombreuses organisations de jeunesse qui ont adopté un texte qui condamne les tentatives de répression et appelle à rejoindre les manifestations prévues par les étudiants et le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien : samedi 11 mai, mercredi 15 mai pour les 76 ans de la Nakba et samedi 18 mai sur tout le territoire.

Les revendications des étudiants de Sciences Po, inspirées de celles des étudiants américains, reflétaient la volonté légitime de mettre fin aux partenariats avec les universités israéliennes, car elles sont les institutions d'un État colonial. Elles se sont rapidement généralisées à la dénonciation de la politique de soutien au génocide. Les gestes symboliques concédés depuis, comme l'annonce de Biden de suspendre la livraison d'un colis d'armes parmi des centaines ou le vote de la France à l'ONU en faveur de la reconnaissance de l'Autorité palestinienne, ne trompent personne : la mobilisation continue dans les universités et les lycées. Elle doit devenir un immense mouvement populaire pour faire cesser le soutien militaire des grandes puissances, dont la France, aux massacres de l'armée israélienne. Le peuple palestinien n'a pas d'allié à l'ONU, ni les puissances occidentales, ni les États arabes ou iraniens. Mais il a pour camarades la jeunesse et les exploités du monde entier.

PAR NILS VARSO • 14/05/2024

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS 24€

PAR VIREMENT OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

PAR CARTE BLEUE

<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X52000>

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : www.npa-jeunes-revolutionnaires.org/ | FACEBOOK | TWITTER | INSTAGRAM | TIKTOK @npajeunes.revolutionnaires

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES